

# L'importance économique du secteur financier suisse

Étude commanditée par l'Association  
suisse des banquiers (ASB) et l'Association  
suisse d'assurances ASA

Octobre 2014



**Éditeur**

BAK Basel Economics AG

**Chef de projet**

Rebekka Rufer, T +41 61 279 97 09

Rebekka.rufer@bakbasel.com

**Rédaction**

Michael Grass

Rebekka Rufer

Florian Zainhofer

**Copyright**

Tout le contenu de la présente étude, en particulier les textes et les images, sont protégés par le droit d'auteur. Les droits d'auteur appartiennent à BAK Basel Economics AG. L'étude peut être citée avec mention de la source («Source: BAKBASEL»).

Copyright © 2014 by BAK Basel Economics AG

Tous droits réservés

## Executive Summary

### **Le secteur financier, moteur de l'économie suisse**

Une économie moderne sans secteur financier est quasiment impensable. Sans banques fonctionnelles, la masse monétaire s'effondrerait; sans assurances, les sinistres constitueraient des menaces considérables, voire fatales, et l'activité économique serait pratiquement empêchée. Avec ses prestations, le secteur financier est aussi un élément fondamental de la prévoyance vieillesse. Il offre aux clients (particuliers, entreprises et institutions) une vaste palette de produits permettant la réussite économique. Ainsi, la bonne santé du secteur financier est une condition préalable essentielle à une économie prospère. La fonction infrastructurelle du secteur financier est un pilier de l'économie et conditionne la rentabilité de nombreuses entreprises.

Le secteur financier lui-même assure une part non négligeable des performances économiques de la Suisse. En 2013, il a produit 64 milliards de CHF, soit un franc sur neuf. De plus, le secteur financier emploie 246 000 personnes, soit 5 % des actifs suisses. Ce sont les banques (y compris les services financiers proches des banques) qui ont le plus contribué au résultat, avec 35 milliards de CHF. Les assurances (y compris les services financiers proches des assurances) suivent toutefois de près, avec 28 milliards de CHF. Le secteur financier suisse est donc bien diversifié, y compris en comparaison internationale.

La place financière suisse est très concentrée sur la gestion de patrimoine. La banque privée classique jouit dans notre pays d'une importance particulière. Malgré quelques aléas, la Suisse a pu maintenir sa position de leader mondial de la gestion de patrimoine pour les clients particuliers internationaux. Les branches des assurances très investies dans la gestion de patrimoine, telles les assurances-vie et les caisses de pensions, représentent elles aussi une part importante du secteur financier.

Du fait de l'interdépendance économique, les entreprises suisses d'autres secteurs profitent aussi considérablement du succès des banques, des assureurs et des autres entreprises de services financiers. D'une part, la consommation intermédiaire crée indirectement de la valeur ajoutée dans autres secteurs; d'autre part, les revenus salariés des employés profitent également aux autres branches de l'économie suisse par le levier de la consommation.

Les calculs d'une analyse d'impact macroéconomique montrent qu'en 2013, l'activité économique du secteur financier a entraîné une valeur ajoutée totale de 86 milliards de CHF. Outre ses 64 milliards de CHF de valeur ajoutée directe, le secteur financier déclenche 23 milliards de CHF de valeur ajoutée dans d'autres secteurs. En cumul, cela correspond à 15 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, ainsi qu'à 10 % de la population active suisse (491 000 actifs).

La Confédération, les cantons et les communes en profitent sous la forme de rentrées fiscales substantielles. Compte tenu des taxes sur les transactions financières (solde de l'impôt anticipé, droits de timbre) et de la TVA sur les services financiers, on estime les recettes fiscales à 18 milliards de CHF pour 2013, soit environ 14 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes.

### **Un moteur de croissance important des 20 dernières années**

En matière de croissance également, le secteur financier a été l'un des secteurs les plus importants de l'économie suisse au cours des 20 dernières années. Et ce même si les deux crises financières du nouveau millénaire – la bulle Internet (2000-2002) et la crise financière et de la dette (à partir de 2008) – ont nettement freiné le développement du secteur financier. Ces 20 dernières années, le secteur financier a apporté un sixième de la croissance de l'ensemble de l'économie. Seul le commerce (de gros et de détail), le secteur public et l'industrie pharmaco-chimique ont surclassé le secteur financier comme moteur de croissance.

### **Des perspectives intactes pour les 10 prochaines années**

La crise financière et de la dette a forcé la restructuration jusqu'alors erratique du secteur bancaire et suscité de nouveaux défis. La hausse de la pression concurrentielle, le comportement des clients et en partie la régulation accélèrent la transformation du secteur. Le secteur important de la gestion de patrimoine pour les clients particuliers internationaux présente trois tendances: une réduction des ouest-européens du fait de la régularisation continue, un afflux d'actifs de pays émergents et une hausse des actifs existants grâce à l'évolution positive des marchés financiers. L'accès au marché de pays hors UE est crucial pour les banques suisses, traditionnellement très tournées vers l'international, et recèle un potentiel de croissance. Dans l'ensemble, la valeur ajoutée des banques à court terme devrait progresser parallèlement à l'ensemble de l'économie, notamment à cause de la demande intérieure soutenue. À moyen ou long terme, l'industrialisation du secteur bancaire devrait entraîner des gains de productivité considérables. Outre la tendance globalement positive du fait de la croissance générale de l'économie et des actifs, les gains d'efficacité stimulent encore plus la croissance des banques.

Les assurances aussi profitent de l'évolution soutenue de l'économie suisse. À court ou moyen terme, la croissance de la valeur ajoutée du secteur est cependant freinée par le bas niveau des taux d'intérêt. À long terme, les assurances jouissent d'une demande en hausse en Suisse et à l'étranger. Les assurances non-vie et la réassurance, en particulier, devraient en ressentir les effets. Des opportunités de croissance s'ouvrent aux assurances vie du fait de la mutation démographique et des incertitudes relatives au financement de la prévoyance publique. Les banques comme les assurances ont encore un retard à rattraper en matière de numérisation des procédures. La numérisation permet d'espérer des gains de productivité qui offriront de nouvelles opportunités de croissance au secteur. Dans l'ensemble, les assurances devraient progresser légèrement plus rapidement que l'ensemble de l'économie.

Le potentiel de croissance à long terme du secteur financier dans son ensemble est de 2 %. Ainsi, le secteur financier progresse plus vite que l'ensemble de l'économie. Les taux de croissance des années 1990 ou des booms ayant précédé les crises ne sont toutefois plus envisageables.

### **Des incertitudes accrues**

Les incertitudes avec risques prévisionnels négatifs pour l'économie suisse et le secteur financier sont récemment reparties à la hausse. Outre les conflits politiques (Ukraine, monde arabe), les conséquences de la crise financière et économique se font encore ressentir. La zone euro, en particulier, se trouve toujours dans une situation critique, avec des problèmes structurels non résolus. Plus longtemps l'on administre le remède d'une politique monétaire expansive, plus grand devient le risque d'effets secondaires et d'accoutumance. Ceci ne vaut pas que pour la zone euro, mais aussi pour les États-Unis et le Royaume-Uni, où le remède n'a pas encore été abandonné malgré l'embellie économique.

Dans cette situation déjà bien confuse, la Suisse est confrontée à des facteurs de risque spécifiques supplémentaires. Les initiatives politiques telles que l'initiative contre l'immigration de masse, la situation tendue sur le marché de l'immobilier et les conséquences encore à peine perceptibles du renforcement des exigences réglementaires et fiscales augmentent les incertitudes et les risques prévisionnels négatifs pour le secteur financier suisse.



## Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>2</b>	<b>La fonction infrastructurelle du secteur financier pour l'économie .....</b>	<b>10</b>
<b>3</b>	<b>Importance économique directe du secteur financier suisse .....</b>	<b>11</b>
3.1	Valeur ajoutée.....	11
3.2	Emploi.....	16
<b>4</b>	<b>Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse.....</b>	<b>18</b>
4.1	Approche méthodique .....	18
4.2	Résultats .....	19
4.2.1	Effets sur la valeur ajoutée .....	19
4.2.2	Effets sur l'emploi .....	20
<b>5</b>	<b>Importance du secteur financier et du marché financier pour les recettes fiscales des pouvoirs publics .....</b>	<b>21</b>
<b>6</b>	<b>Perspectives pour le secteur financier suisse.....</b>	<b>23</b>
6.1	Contexte conjoncturel.....	23
6.2	Prévisions conjoncturelles 2014/2015.....	26
6.3	Perspectives à l'horizon 2024 .....	27
6.4	Risques prévisionnels .....	29
<b>7</b>	<b>Résumé.....</b>	<b>30</b>
<b>8</b>	<b>Annexe.....</b>	<b>33</b>

## Répertoire des illustrations

Fig. 3-1	Structure du secteur financier.....	12
Fig. 3-2	Évolution de la valeur ajoutée réelle.....	13
Fig. 3-3	Contribution à la croissance des branches du secteur financier.....	14
Fig. 3-4	Croissance de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison internationale.....	15
Fig. 3-5	Évolution du nombre d'actifs dans le secteur financier.....	17
Fig. 4-1	Effets effectifs sur la valeur ajoutée, 2013.....	19
Fig. 4-2	Effets effectifs sur l'emploi, 2013.....	20
Fig. 5-1	Effets fiscaux effectifs, 2013.....	22
Fig. 6-1	Transactions boursières à la SIX Swiss Exchange.....	23
Fig. 6-2	Primes encaissées par les assurances privées.....	24
Fig. 6-3	Prévisions de valeur ajoutée et de nombre d'actifs dans le secteur financier.....	26

## Répertoire des tableaux

Tab. 3-1	Nombre d'actifs et leur part dans le secteur financier.....	16
Tab. 6-1	Moteurs de développement des banques.....	25
Tab. 6-2	Moteurs de développement des assurances.....	25
Tab. 6-3	Tendances du secteur financier.....	28
Tab. 8-1	Structure du secteur financier.....	33
Tab. 8-2	Structure des banques.....	33
Tab. 8-3	Structure des assurances.....	34
Tab. 8-4	Structure des autres services financiers.....	34



# 1 Introduction

La présente étude est la deuxième édition d'une observation de l'importance du secteur financier dans l'économie suisse.<sup>1</sup> Par «secteur financier», on entend ici les banques, les assurances et les autres services financiers tels que les gestionnaires de patrimoine indépendants, négociants en valeurs mobilières ou courtiers en assurances. Une attention particulière est portée à la valeur ajoutée et aux effets sur l'emploi imputables à l'activité économique du secteur financier en 2013. Cette analyse est complétée par une rétrospective sur l'évolution du secteur financier au cours des 20 dernières années et des perspectives pour les 10 prochaines années.

Le secteur financier assure des fonctions infrastructurelles importantes pour l'économie et la population. La contribution directe à la valeur ajoutée et à l'emploi ne reflète qu'une partie de la performance économique du secteur financier. Sans banques fonctionnelles, la masse monétaire s'effondrerait; sans assurances, les sinistres constitueraient des menaces considérables, voire fatales. L'activité économique serait pratiquement empêchée. Ainsi, un secteur financier solide contribue tout autant à l'infrastructure économique d'un pays qu'un réseau électrique solide.

La fonction infrastructurelle du secteur financier est un pilier de l'économie et conditionne la rentabilité de nombreuses entreprises. De plus, avec ses prestations, le secteur financier est aussi un élément fondamental de la prévoyance vieillesse. Le secteur financier en lui-même constitue un facteur économique important, qui a réalisé en 2013 une valeur ajoutée brute de 64 milliards de CHF avec 246 000 actifs. De plus, du fait de l'interdépendance économique, les entreprises suisses d'autres secteurs profitent aussi considérablement du succès des banques, des assureurs et des autres entreprises de services financiers<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> L'importance économique du secteur financier suisse. Décembre 2013.

<sup>2</sup> Le classement dans ces secteurs suit la Nomenclature générale des activités économiques NOGA 2008. Outre les instituts de crédit en tant que tels, la Banque nationale ou les activités des sociétés holding comptent également parmi les «banques». Les assurances incluent, outre les assurances privées (assurances vie, assurances dommages, réassurance), également les caisses de pensions, la SUVA et les caisses-maladie obligatoires, mais pas les assurances sociales (AVS, AI, caisse de chômage). De plus amples détails sur la composition précise des branches du secteur financier et leur importance sont disponibles en annexe.

## 2 La fonction infrastructurelle du secteur financier pour l'économie

**Le secteur financier est une composante centrale de toute économie. Il fournit des capitaux à la société et à l'économie et assume des risques. Ces deux fonctions rendent possibles le développement économique et les investissements qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés.**

Font partie du système financier toutes les institutions et systèmes qui apportent des prestations financières à une économie. Il inclut les marchés financiers (marché monétaire, marché des capitaux et marché des devises) et les intermédiaires financiers (banques, assurances, etc.). Les fonctions centrales du système financier sont la fonction d'allocation et la fonction d'assurance ou de diversification. Alors que les marchés financiers forment la base, les intermédiaires financiers servent avant tout à simplifier la coordination des flux financiers et la réduction du risque lié à la cession de moyens financiers. Le service central des intermédiaires financiers est donc la prestation de transformation entre les différents besoins de chaque acteur concernant le montant (transformation de la taille du lot), le délai (transformation du délai) et les risques encourus (transformation des risques).

Le capital mis à disposition par les intermédiaires financiers et la prise de risque rendent possibles le développement économique et les investissements (ou en cas de dommage, les investissements de remplacement) qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés.

Les intermédiaires financiers proposent d'autres services auxquels une économie moderne ne saurait guère renoncer. Il s'agit notamment du traitement des paiements ainsi que de la conservation et de la gestion de l'épargne. De plus, les intermédiaires financiers soutiennent les entreprises de l'économie réelle dans le financement des projets, de l'immobilier, des exportations et des transactions. Ils aident en outre les grandes et petites entreprises à se financer, à évaluer les risques et à élaborer des solutions viables. Il s'agit par exemple de différentes formes d'apport de capitaux, de transfert et de couverture des risques, de gestion de patrimoine, de solutions de prévoyance pour le personnel, de soutien en cas de fusion et de reprise ou de succession.

Les assurances offrent un meilleur horizon de planification aux ménages et aux entreprises et leur assurent une stabilité financière en les protégeant des dépenses et/ou des pertes de revenus attendus ou inattendus. De plus, elles permettent aux particuliers et aux acteurs économiques de réaliser des activités et des investissements auxquels ils ne pourraient se livrer autrement en raison de risques trop importants. Elles libèrent des capacités qui deviennent ainsi disponibles pour la prise de nouveaux risques. Au final, la capacité de chacun à s'assurer contre les risques augmente la capacité d'initiative de l'économie dans son ensemble, ce qui influe positivement sur l'activité d'investissement et d'innovation de toute l'économie.

## **3 Importance économique directe du secteur financier suisse**

**Le secteur financier fait partie des secteurs les plus importants de l'économie suisse. Un franc de valeur ajoutée sur neuf est créé dans le secteur financier. Dans le canton de Zurich, il s'agit même de plus d'un franc sur cinq. Ce sont des valeurs très élevées même en comparaison internationale. En matière de croissance, le secteur financier a été l'un des principaux moteurs de l'économie suisse sur les deux dernières décennies. Et ce malgré les conséquences considérables que les deux crises financières ont eues sur l'évolution du secteur.**

### **3.1 Valeur ajoutée**

En 2013, le secteur financier a produit 64 milliards de CHF de valeur ajoutée brute, soit un franc sur neuf du PIB suisse. Si cette part a baissé depuis la crise financière, le secteur financier reste néanmoins l'une des principales forces économiques suisses. Seuls le secteur public (18 %) et le commerce (16 %) le dépassent en importance dans l'ensemble de l'économie.

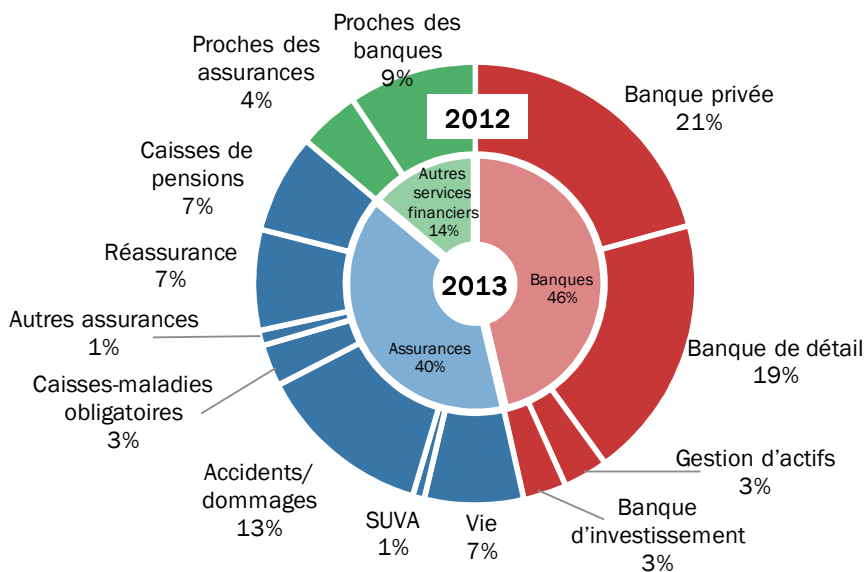
#### **Structure**

Au sein du secteur financier, ce sont les banques qui occupent la première place avec 29 milliards de CHF générés. La valeur ajoutée par les banques a progressé par rapport à l'année précédente, mais la part des banques dans le secteur financier a continué à reculer. Cela est dû à l'évolution plus rapide des autres services financiers, alors que les assurances ont maintenu leur part dans le secteur financier à 40 % avec une valeur ajoutée de 25 milliards de CHF.

Les autres services financiers comprennent les services proches des banques, tels que les négociants en valeurs mobilières et les gestionnaires de patrimoine indépendants, et les services proches des assurances, tels que les courtiers en assurances. Avec les services proches des banques, les banques ont réalisé en 2013 une valeur ajoutée brute nominale de 35 milliards de CHF. Pour les assurances, la valeur ajoutée s'élève à 28 milliards de CHF en incluant les services proches des assurances. Par rapport aux autres pays, le secteur financier suisse est ainsi bien diversifié.

La place financière suisse montre une forte prédilection pour la gestion de patrimoine (cf. fig. 3-1). La banque privée, activité auprès des particuliers fortunés, a représenté en 2012 plus d'un cinquième de la valeur ajoutée du secteur financier. Les assurances vie et les caisses de pensions, deux branches de l'assurance comportant une forte part de gestion de patrimoine, ont contribué chacune pour 7 % à la valeur ajoutée du secteur financier. La gestion d'actifs, assurée par les banques, a généré 3 % supplémentaires.

**Fig. 3-1 Structure du secteur financier**



Parts des branches dans la valeur ajoutée brute nominale du secteur financier, en %, 2013; données sur les parts des segments sur la base de 2012; proches des banques = administration de marchés financiers, courtage de valeurs mobilières et marchandises, direction de fonds, gestion de fonds; proches des assurances = évaluation des risques et dommages, agents et courtiers en assurances, caisses de compensation  
 Source: BAKBASEL

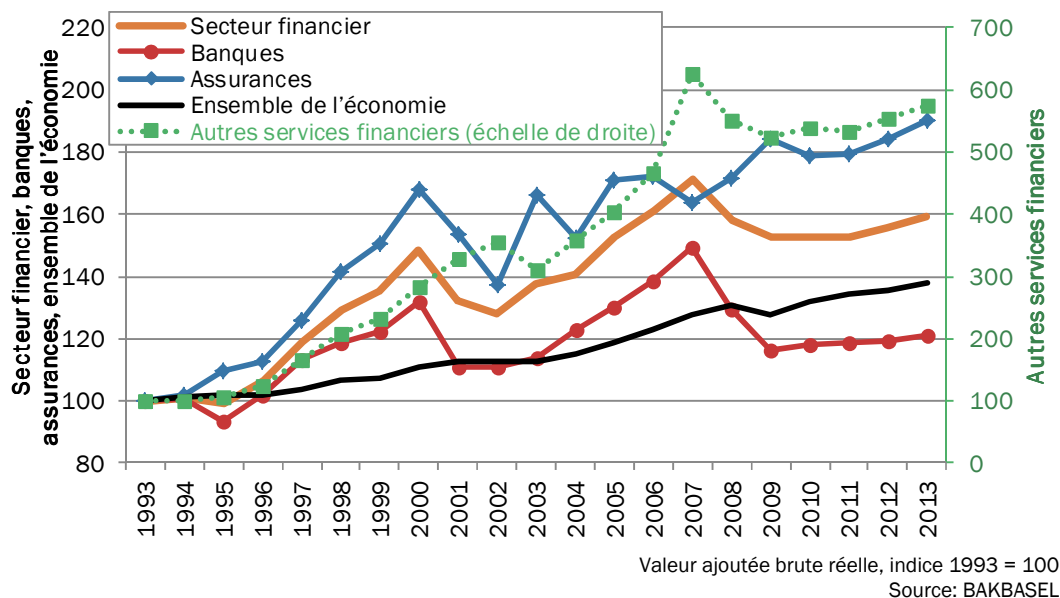
En 2012, l'importance de la banque de détail a continué à augmenter par rapport à l'année précédente, notamment grâce au marché florissant de l'hypothèque. D'un autre côté, l'importance de la banque d'investissement a chuté depuis la crise. Les prescriptions renforcées en matière de capital et le risque élevé de ce secteur d'activité ont mené à sa réduction drastique par les banques. Cependant, en tant que service aux clients, la banque d'investissement remplit une fonction essentielle pour l'ensemble de l'économie, notamment en donnant aux clients accès aux investisseurs nationaux et internationaux. Du point de vue économique, la banque d'investissement peut agir comme catalyseur du développement économique.

Dans le domaine des assurances, la hausse de la part de la réassurance par rapport à l'étude de l'année dernière saute aux yeux. Ces deux dernières années, la conjoncture et l'absence de dommages de pointe assurés ont eu un effet très favorable sur l'évolution des réassureurs sis en Suisse.

## Évolution sur les 20 dernières années

La figure 3-2 montre l'évolution de la valeur ajoutée brute réelle dans le secteur financier et ses sous-secteurs ainsi que dans l'économie dans son ensemble au cours des 20 dernières années.

Fig. 3-2 Évolution de la valeur ajoutée réelle



Sur l'ensemble de la période, le secteur financier a progressé nettement plus vite que l'ensemble de l'économie. En 2013, alors que l'ensemble de l'économie est en hausse d'environ 40 % sur 20 ans, le secteur financier a quant à lui progressé de 60 % (+2,4 % p.a.). Les deux crises financières sont clairement visibles dans l'évolution.

Si les crises financières se font aussi sentir d'une manière ou d'une autre dans les sous-secteurs du secteur financier, les trois branches ont toutefois évolué très différemment. Le secteur des assurances a presque doublé au cours de 20 dernières années. Il le doit à la conjoncture spéciale jusqu'au tournant du millénaire (+7,7 % p.a.), au démantèlement des cartels d'assurance et au concept de bancassurance<sup>3</sup>. En moyenne, l'assurance a progressé de 3,3 % par an. En revanche, le secteur de la banque n'a grossi que de 20 % environ entre 1993 et 2013. Il a donc progressé moitié moins vite que l'ensemble de l'économie. Le repli de la valeur ajoutée entre 2007 et 2009 a largement freiné les banques dans leur expansion. Sur l'ensemble de la période, il en résulte une croissance inférieure à la moyenne de 1,0 % par an (ensemble de l'économie: +1,6% p.a.).

Depuis la dernière crise, les autres services financiers progressent eux aussi bien plus lentement qu'auparavant. Leur courbe de croissance s'est nettement infléchie (1993-2007: +14,0 % p.a.). Avec une croissance annuelle moyenne de 2,3 % depuis 2009, ils continuent cependant à progresser plus vite que l'ensemble de l'économie (+2,0 % p.a.). Dans l'ensemble, la branche s'est presque multipliée par six en 20 ans.

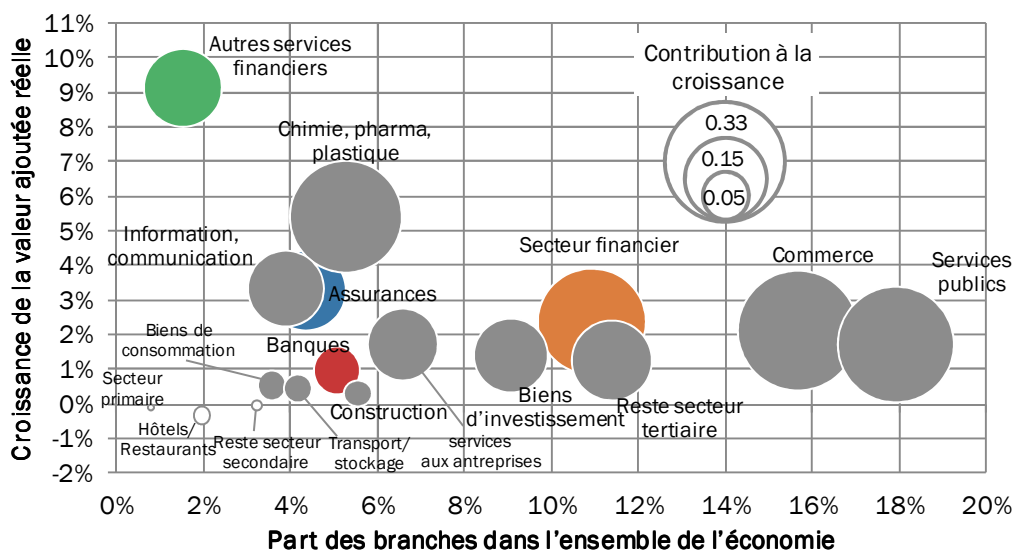
<sup>3</sup> La bancassurance réunit les services d'assurance et de banque dans une même entreprise.

## Contribution à la croissance de l'ensemble de l'économie

L'évolution disparate des trois branches du secteur financier et son influence sur l'évolution de l'ensemble de l'économie sont illustrées dans la figure 3-3.<sup>4</sup> La taille des cercles reflète la contribution des branches à la croissance de l'ensemble de l'économie entre 1993 et 2013. La contribution à la croissance peut être calculée approximativement par le produit de la croissance de la valeur ajoutée et de la part dans l'ensemble de l'économie.

Au cours des 20 dernières années, le secteur financier a généré chaque année 0,3 points de pourcentage ou 16 % de la croissance de l'économie suisse. Le secteur financier reste donc l'un des secteurs les plus importants de l'économie suisse. La contribution du secteur financier à la croissance s'est contractée du fait des deux crises des années 2000, en particulier à cause de la faiblesse de la croissance des banques depuis la dernière crise. Dans le rapport de l'année dernière (période 1992-2012), seul le commerce (de gros et de détail) apportait une contribution supérieure à la croissance de l'économie suisse. Sur la période 1993-2013, outre la contribution à la croissance du commerce (20 %), celle du secteur public (19 %) et de la pétro-pharma-chimie (17 %) dépassent également celle du secteur financier.

**Fig. 3-3 Contribution à la croissance des branches du secteur financier**



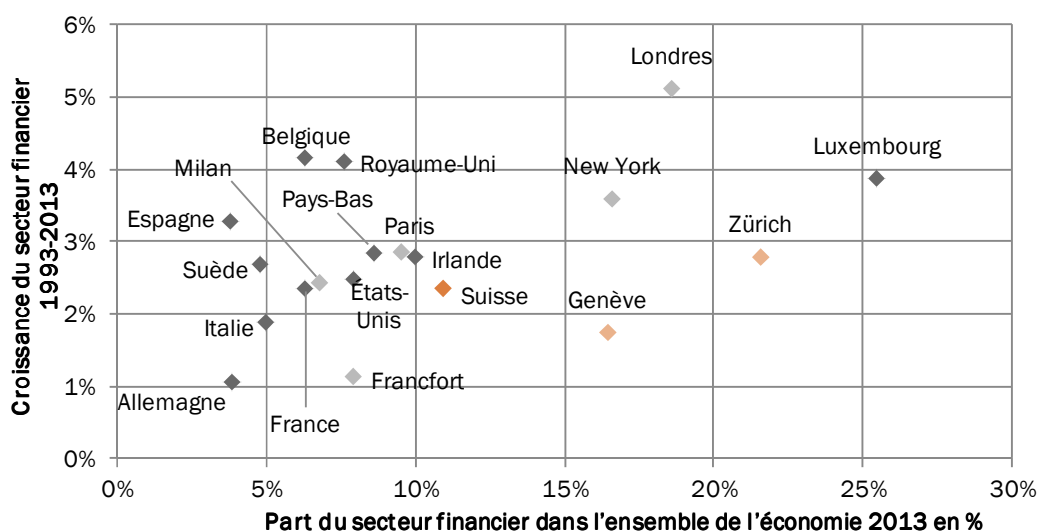
Axe horizontal: part de la branche dans la valeur ajoutée nominale de l'ensemble de l'économie en 2013 en %,  
 Axe vertical: croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle 1993-2013 en %,  
 Contribution à la croissance 1993-2013 en points de %  
 Source: BAKBASEL

<sup>4</sup> À la différence du rapport de l'année dernière, ce n'est pas la part moyenne du secteur financier dans l'ensemble de l'économie régionale sur toute la période qui est représentée, mais sa part dans l'année étudiée actuelle. Ceci permet une corrélation plus claire avec la situation actuelle.

## Comparaison internationale

En matière de contribution à la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, le secteur financier suisse se place toujours parmi les premiers au monde (cf. fig. 3-4<sup>5</sup>). Ce profil est encore plus accentué pour le secteur financier de Zurich, avec une part dans l'ensemble de l'économie régionale supérieure à un cinquième, ou de Genève avec 16 %. La forte orientation à l'export du secteur financier suisse explique largement cette prééminence en comparaison internationale. La gestion de patrimoine internationale occupe une place prépondérante en Suisse. D'après les estimations du Boston Consulting Group, 26 % du patrimoine international mondial a été géré en Suisse en 2013. La Suisse a ainsi pu maintenir sa position sur le marché malgré des restrictions d'accès au marché et des négociations dans le domaine fiscal avec les États-Unis et des pays de l'UE. Même si les actifs des marchés asiatiques en plein boom sont plutôt gérés à Singapour et à Hong Kong, la Suisse profite aussi de cette croissance. De plus, la Suisse jouit avec le cluster de Zurich d'une position confortable dans la réassurance mondiale. D'après les estimations de Morgan Stanley, 9 % des activités mondiales de réassurance ont été réalisées à Zurich, qui se place ainsi devant les Bermudes (8 %) et Londres (7 %).

**Fig. 3-4 Croissance de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison internationale**



Monnaie nationale,  
Axe vertical: croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle en %,  
Axe horizontal: part dans la valeur ajoutée nominale de l'ensemble de l'économie en %  
Source: BAKBASEL

Ces deux dernières décennies, le secteur financier suisse a évolué sensiblement au même rythme que les principales places financières, avec une croissance moyenne de la valeur ajoutée réelle de 2,4 % par an. Les taux d'expansion annuels moyens sur la période observée sont très proches dans tous les secteurs financiers nationaux étudiés; entre 1,4 % en Allemagne et 3,6 % en Belgique. Seuls le Royaume-Uni et le Luxembourg se sont légèrement démarqués avec des taux de croissance de 4,0 % et 4,1 % respectivement.

<sup>5</sup> À la différence du rapport de l'année dernière, ce n'est pas la part moyenne du secteur financier dans l'ensemble de l'économie régionale sur toute la période qui est représentée, mais sa part dans l'année étudiée actuelle. Ceci permet une corrélation plus claire avec la situation actuelle.

## 3.2 Emploi

En 2013, plus de 246 000 personnes étaient employées par le secteur financier (cf. tab. 3-1). Près de 60 % d'entre elles, soit 142 000 personnes, travaillaient dans les banques. La part des employés des banques dans le total du secteur financier est donc plus importante que la part de valeur ajoutée. C'est le contraire dans les assurances. Elles employaient 23 % des actifs du secteur financier, soit 58 000 personnes, alors que la part de valeur ajoutée de l'assurance dans le secteur financier s'élevait à 40 %. Les assurances ont externalisé vers d'autres branches une grande partie des activités nécessitant beaucoup de personnel, telles que le courtage, alors que les banques assurent elles-mêmes les services nécessitant beaucoup de personnel, tels que l'accueil au guichet ou le conseil. Ainsi, la productivité globale des employés (valeur ajoutée par employé) est plus élevée dans les assurances que dans les banques.

**Tab. 3-1** Nombre d'actifs et leur part dans le secteur financier

	Actifs en personnes	Part dans le secteur financier	Part dans la valeur ajoutée du secteur financier
Banques	141'796	58%	46%
Assurances	57'695	23%	40%
Autres services financiers	46'745	19%	14%
<b>Secteur financier</b>	<b>246'236</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

2013  
Source: BAKBASEL

### Remarque statistique:

Il existe différentes statistiques sur le nombre de personnes employées dans une branche. Le rapport de l'année dernière en comporte une liste détaillée. Pour les analyses économiques internationales, on utilise généralement le concept d'actifs. Dans la présente étude, les effets sur le marché du travail font également référence au nombre d'actifs.

Vu les nouvelles informations issues de la statistique de l'emploi (STATEM), la statistique de la population active occupée (SPA0), qui repose sur un échantillon, a été révisée en 2014. La révision a fait baisser le nombre d'actifs de l'ensemble de l'économie suisse de 7 000 personnes (soit 0,1 %). De plus, elle a entraîné de plus grands décalages entre les branches. Pour le secteur financier, le nombre d'actifs de la statistique primaire a baissé de 5 à 6 %. Les chiffres présentés ici diffèrent donc de ceux du rapport de l'année dernière dans leur ordre de grandeur.

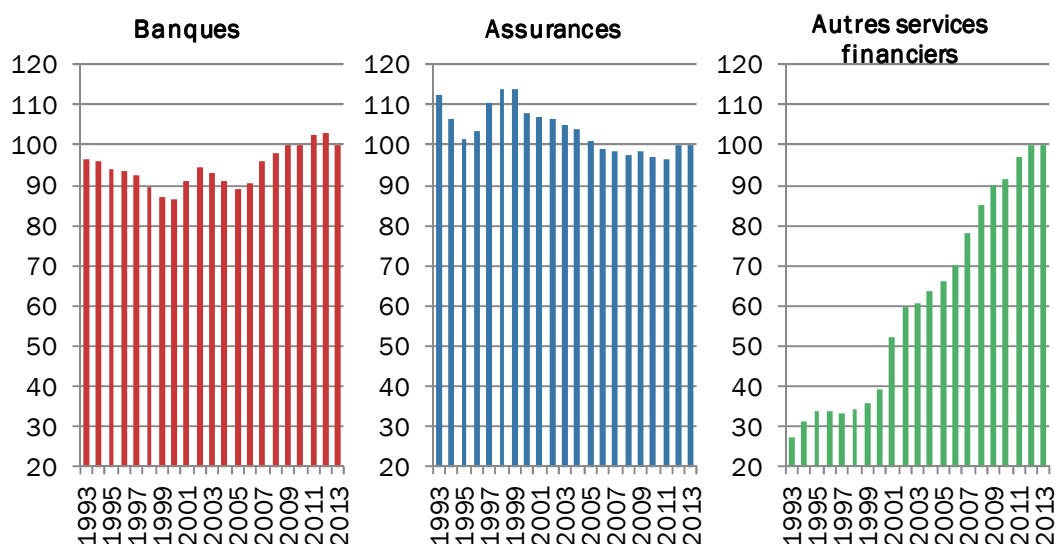
En matière de productivité horaire (valeur ajoutée par heure travaillée), les assurances présentent également les valeurs les plus élevées du secteur financier. En 2013, 246 CHF de valeur ajoutée par heure travaillée ont été générés dans les assurances. C'est plus du triple de ce que génère une heure en moyenne dans l'ensemble de l'économie.



Avec 116 CHF/heure, la productivité horaire des banques s'élevait en 2013 à bien 1,6 fois la moyenne de l'ensemble de l'économie (74 CHF). Elle a été très affectée par la dernière crise financière. En 2007, elle était encore 24 % plus élevée et se montait à plus du double de la moyenne de l'ensemble de l'économie. Lors de la crise financière, les recettes et donc la valeur ajoutée des banques se sont effondrées, alors que les effectifs et les heures de travail ont peu bougé. Les assurances quant à elles ont ressenti bien moins fortement la crise financière et ont repris leur croissance considérable. Dans le même temps, les effectifs ont été réduits entre 1999 et 2011. Le total des heures travaillées a également diminué dans les assurances. Au final, il en résulte une hausse considérable de la productivité horaire.

La principale explication de la hausse de la productivité horaire dans les assurances est l'intensité du capital de ce secteur. Plus un poste de travail représente de capital, plus sa productivité tend à être élevée. Les secteurs de l'infrastructure tels que la fourniture d'énergie sont donc de loin les plus productifs. L'intensité du capital du secteur des assurances est due à ses vastes parcs immobiliers et autres placements de capitaux.

**Fig. 3-5 Évolution du nombre d'actifs dans le secteur financier**



1993-2013, indice 2013=100  
Source: BAKBASEL

En 2013, pour la première fois depuis 2004, le nombre d'actifs dans le secteur financier a diminué. En 2012, 251 000 personnes étaient encore employées par le secteur financier. En 2013, elles étaient 4 300 de moins, soit 1,7 %. Cette baisse est essentiellement imputable aux suppressions de postes dans les banques (-3,0 %), alors que les effectifs des autres services financiers stagnaient (-0,1 %) et que les assurances embauchaient un tout petit peu plus (+0,2 %) (cf. fig. 3-5). Sur la période 1993-2013, le nombre d'actifs dans le secteur financier s'est avéré un peu plus dynamique que dans l'ensemble de l'économie. En 2013, le secteur financier employait 15 % de plus d'actifs qu'en 1993. Dans l'ensemble de l'économie, le nombre d'actifs a progressé de 20 % sur cette période.

## 4 Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse

**Le secteur financier tient une part importante de la performance de l'ensemble de l'économie et contribue ainsi substantiellement à la prospérité suisse. Cependant, la grande importance économique du secteur financier ne se manifeste pas que dans la valeur ajoutée et dans l'emploi. L'importance économique effective du secteur financier est sous-estimée du fait d'une approche purement partielle. D'une part, la consommation intermédiaire du secteur financier suscite d'autres effets sur la valeur ajoutée. D'autre part, les revenus des travailleurs du secteur financier bénéficient également à l'économie suisse sous la forme de dépenses de consommation privée des employés d'autres branches.**

### 4.1 Approche méthodique

En 2013, les entreprises du secteur financier suisse ont acheté des biens et services à hauteur d'environ 49 milliards de CHF. Ce qui correspond à un taux de consommation intermédiaire (part de la consommation intermédiaire dans la valeur de la production) de 43 %. Pour les banques (y compris les prestataires de services financiers proches des banques), le compte de production de l'Office fédéral de la statistique donne un taux de la consommation intermédiaire un peu plus bas de 42 %, et un peu plus élevé (45 %) pour les assurances (y compris les prestataires de services financiers proches des assurances). L'interdépendance au sein du secteur financier est considérable et s'élève à deux tiers. En conséquence, les banques et les assurances achètent un tiers de leur consommation intermédiaire à des entreprises hors secteur financier.

Il s'agit par exemple des conseils en gestion d'entreprises, de sociétés de services informatiques ou des activités comptables. Une partie de la valeur ajoutée brute générée dans ces branches fournisseuses provient de la demande en services du secteur financier. Mais d'autres prestations préalables, comme les prestations de construction nécessaires au secteur financier génèrent également par ailleurs (dans le secteur de la construction) de la valeur ajoutée ou des emplois supplémentaires. De leur côté, les branches fournisseuses achètent elles aussi des biens et services à d'autres entreprises, ce qui crée à nouveau de la valeur, etc.

L'analyse d'impact macroéconomique reprend cette idée en procédant à une intégration verticale sur tout le processus de production des branches à l'aide de méthodes statistiques et d'un modèle. Ainsi, l'analyse d'impact du secteur financier prend en compte que de nombreuses entreprises du secteur des services aux entreprises (informatique, conseil, etc.) font partie du cluster de services des places financières suisses et dépendent en grande partie de leur développement.

De plus, beaucoup de prestataires suisses de biens et services de consommation profitent du pouvoir d'achat des employés du secteur financier. Par ailleurs, les places financières internationalisées telles que Zurich et Genève recrutent leur personnel à l'étranger. Cette immigration profite à des branches de l'économie qui se

concentrent sur les services aux expatriés (travailleurs détachés temporairement en Suisse) ou aux nouveaux arrivants permanents (relocation, aide à la recherche d'un logement, vente/location d'immobilier, conseil fiscal, fourniture de permis de travail, services d'intégration tels que les cours de langue, etc.). De plus, le personnel international est très demandeur d'écoles internationales, de professeurs particuliers et d'au-pairs.

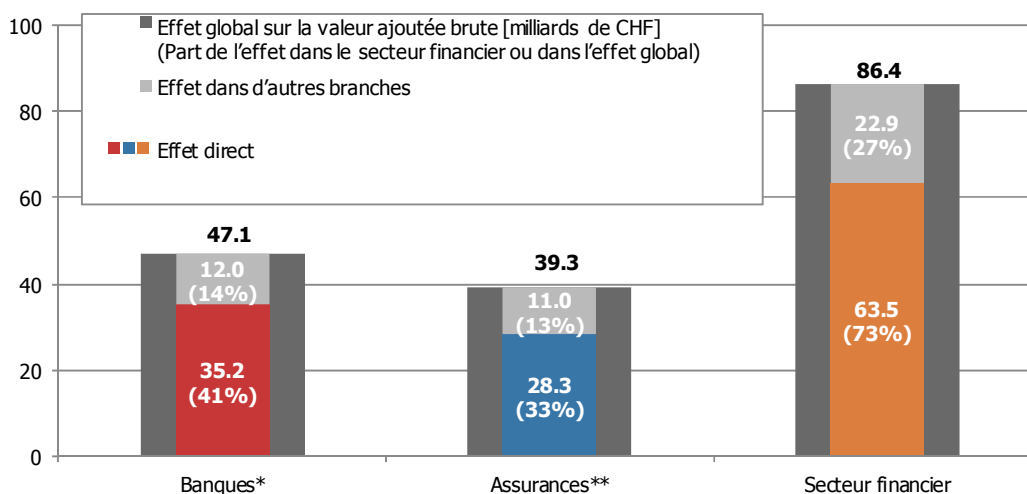
La présente analyse d'impact tient explicitement compte de ces réflexions. Un modèle input-output permet de calculer l'importance totale effective du secteur financier pour l'économie suisse.

## 4.2 Résultats

### 4.2.1 Effets sur la valeur ajoutée

En 2013, le secteur financier a produit 64 milliards de CHF de valeur ajoutée brute, soit une part de 11 % des performances économiques totales de la Suisse. C'est donc un franc de valeur ajoutée sur neuf qui est créé dans le secteur financier suisse.

**Fig. 4-1 Effets effectifs sur la valeur ajoutée, 2013**



Banques\* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, courtage de valeurs mobilières et marchandes)

Assurances\*\* y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

Source: BAKBASEL

Avec 35 milliards de CHF de valeur ajoutée, les banques (y compris les services proches des banques) ont généré 6 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie, et les assurances (y compris les services proches des assurances) 5 % avec 28 milliards de CHF. Ensemble, les banques et les assurances ont dépensé en 2013 50 milliards de CHF pour la consommation intermédiaire. Outre la consommation intermédiaire, la demande de consommation des employés du secteur financier a également déclenché des flux de demande dans le commerce et l'artisanat locaux. En 2013, les salaires du secteur financier s'élevaient au total à 29 milliards de CHF.

La consommation intermédiaire et la consommation des employés profite à des entreprises hors secteur financier sous la forme d'une valeur ajoutée brute de 23 milliards de CHF. Pour chaque franc de valeur ajoutée créé dans le secteur financier, ce sont 40 centimes de valeur ajoutée qui sont créés dans des entreprises d'autres secteurs de l'économie suisse.

Les effets effectifs sur la valeur ajoutée du secteur financier s'élevaient ainsi en 2013 à 86 milliards de CHF. Ce sont donc 15 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie suisse qui sont imputables directement ou indirectement à l'activité économique du secteur financier.

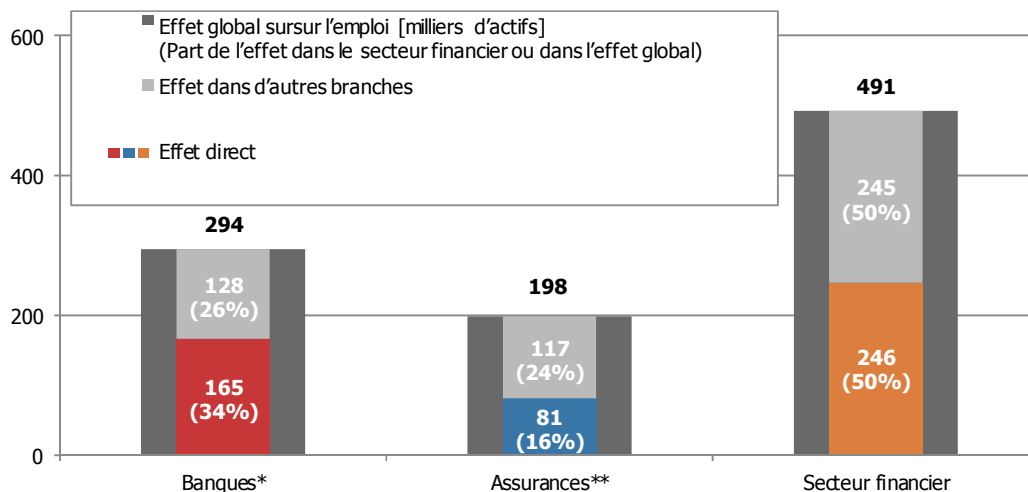
#### 4.2.2 Effets sur l'emploi

En 2013, 246 000 personnes étaient employées par le secteur financier. Du fait de la demande en prestations préalables des instituts financiers et de la demande en consommation de leurs employés, beaucoup de postes de travail sont indirectement liés à l'activité économique du secteur financier.

Étant donné que l'ensemble du processus de valeur ajoutée implique une grande part de services nécessitant beaucoup de personnel en tant que prestations préalables et que les secteurs de l'économie nécessitant beaucoup de personnel ont également tendance à profiter de la consommation des employés (commerce et artisanat), le coefficient multiplicateur de l'emploi (2,0) est bien plus élevé que le coefficient multiplicateur de la valeur ajoutée (1,4).

Les effets globaux sur l'emploi sont deux fois plus élevés que l'emploi dans le secteur financier même et s'élève à 491 000 personnes (actifs). Soit une part de 10 % du nombre d'actifs de l'ensemble de l'économie.

**Fig. 4-2 Effets effectifs sur l'emploi, 2013**



Effets sur l'emploi selon le concept des personnes (actifs). Banques\* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, courtage de valeurs mobilières et marchandes). Assurances\*\* y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

Source: BAKBASEL

## 5 Importance du secteur financier et du marché financier pour les recettes fiscales des pouvoirs publics

L'importance fiscale du secteur financier et du marché financier vient d'une part de ce que les revenus et bénéfices liés aux effets de valeur ajoutée sont soumis à l'imposition directe de la Confédération, des cantons et des communes. D'autre part, la Confédération lève des impôts indirects sur les transactions financières et l'achat de services financiers.

### Imposition directe des personnes physiques et morales

Avec l'imposition des revenus et bénéfices, qui sont directement liés à l'activité économique des institutions financières, la Confédération, les cantons et les communes ont levé en 2013 des recettes fiscales estimées à 7,2 milliards de CHF. La principale source en est l'impôt sur le revenu des employés.

Si l'on y ajoute les effets fiscaux générés par les degrés de valeur ajoutée précédents et par la consommation des employés, l'effet fiscal total de la production des services financiers est estimé à 9,5 milliards de CHF.

### Imposition indirecte des services financiers

L'imposition indirecte des services financiers ou des transactions financières comporte la TVA et une partie de l'impôt anticipé et des droits de timbre. En 2013, l'imposition indirecte des services financiers a généré des recettes fiscales estimées à 8,8 milliards de CHF.

La TVA sur les services financiers s'élevait à 3,8 milliards de CHF et concerne presque exclusivement les services bancaires ou proches des banques (3,6 milliards de CHF). Cependant, les services d'assurance sont largement grevés par la «taxe occulte»<sup>6</sup>, qui n'est pas prise en compte dans la présente analyse.

De plus, les services d'assurance sont grevés par des droits de timbre. En 2013, les recettes fiscales du timbre d'assurance se sont élevées à 691 millions de CHF. D'après les données de l'ASB, les transactions bancaires et les transactions confiées par les clients à une banque ont fait l'objet en 2013 de droits de timbre (droit de timbre d'émission et de négociation) d'un montant de 1,1 milliards de CHF.

Enfin, le fisc encaisse les recettes de l'impôt anticipé. Selon les calculs de l'ASB, l'impôt anticipé non réclamé sur les transactions confiées par les clients à une banque s'est monté à environ 3,1 milliards de CHF en 2013.

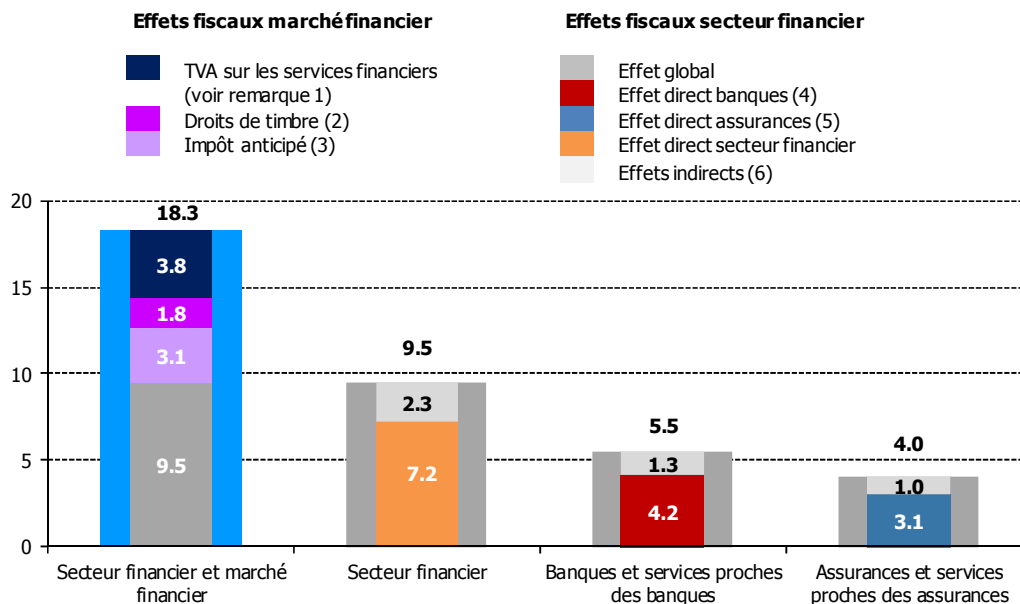
---

<sup>6</sup> La taxe occulte provient surtout des recettes exclues de la TVA. Comme l'impôt préalable ne peut pas être déduit de ces recettes, une taxe occulte pèse sur les charges de biens et services nécessaires à la réalisation de ces recettes.

## Effet fiscal global

L'effet fiscal global lié aux services et transactions financiers est ainsi estimé à 18,3 milliards de CHF en 2013. Ce qui correspond à 14 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes.

Fig. 5-1 Effets fiscaux effectifs, 2013



En milliards de CHF

(1) Sur la base de la statistique de la TVA 2012, extrapolation pour 2013

(2) Part des banques (1,1 milliards de CHF) selon les estimations de l'ASB. Se rapporte aux droits de timbre sur les propres transactions et sur les transactions confiées par les clients à une banque

(3) Part des banques selon les estimations de l'ASB. Se rapporte à l'impôt anticipé non réclamé sur les transactions confiées par les clients à une banque.

(4/5) Comprend l'impôt sur le revenu des employés (estimation de BAKBASEL) et l'impôt sur le bénéfice et le capital des entreprises (données de l'ASB sur les banques et de la FINMA sur les assurances privées)

(6) Estimation de BAKBASEL

Source: ASB, FINMA, AFC, AFF, BAKBASEL

## 6 Perspectives pour le secteur financier suisse

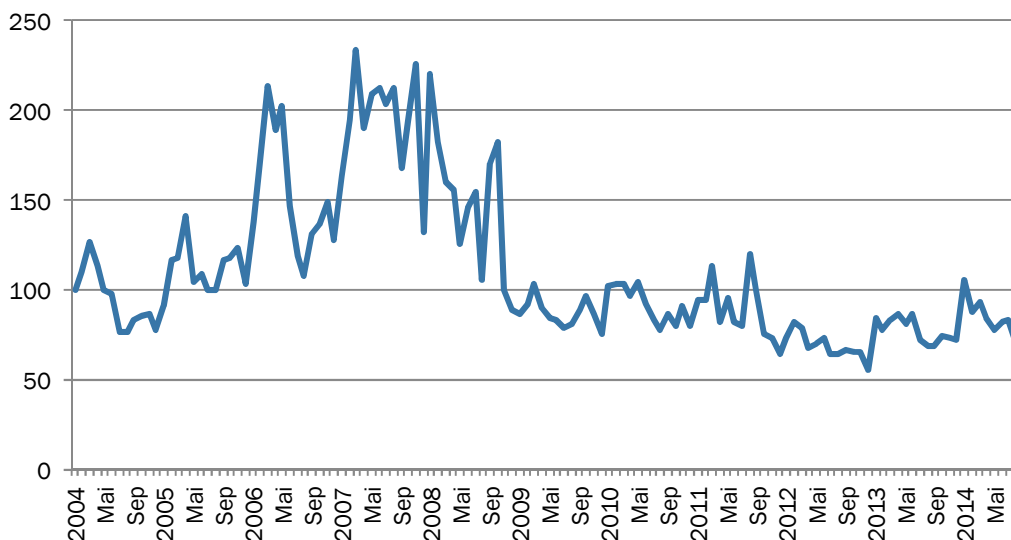
Non seulement le secteur financier était jusqu'à présent un facteur économique important, mais il devrait aussi à l'avenir apporter une contribution essentielle à la prospérité de la Suisse. À court terme, cette réalité est cependant masquée par la mutation en cours du secteur bancaire, ce qui ralentit un peu l'évolution du secteur financier. À long terme, la croissance sera soutenue par les gains de productivité.

### 6.1 Contexte conjoncturel

La politique monétaire expansionniste continue des principales banques centrales a pour conséquence des taux d'intérêt exceptionnellement bas. Il en résulte notamment une inflation du prix des actifs qui s'est poursuivie au premier semestre 2014 et a fait atteindre de nouveaux sommets au MSCI mondial, par exemple.

En 2013, les transactions boursières à la SIX ont également augmenté de 30 % (cf. fig. 6-1). Cette tendance positive s'est toutefois déjà renversée au premier semestre 2014 (-3 % de janvier à août). Si l'activité des investisseurs a augmenté par rapport à 2012, elle reste encore modérée. Ce n'est que petit à petit que les nombreuses liquidités semblent diminuer et être investies en bourse. L'activité croissante de la bourse profite également plutôt aux banques grâce à la hausse des commissions.

Fig. 6-1 Transactions boursières à la SIX Swiss Exchange



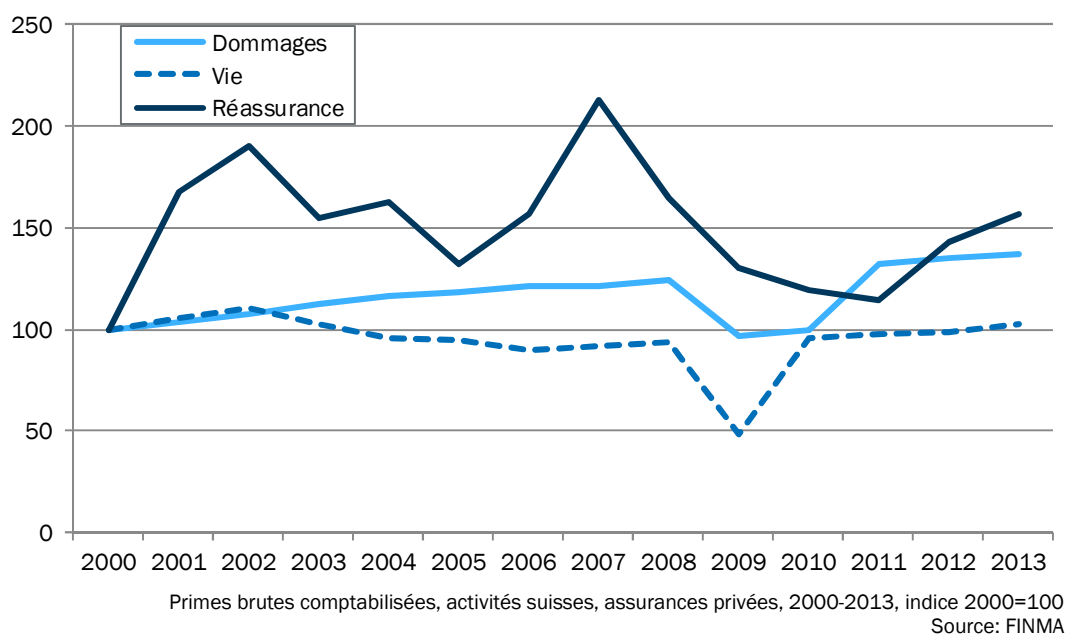
Transactions boursières à la SIX Swiss Exchange, janvier 2004 – août 2014, indice janvier 2004 = 100  
Source: SIX Swiss Exchange

La politique monétaire expansionniste continue entraîne aussi un risque de bulle. Ainsi, plusieurs expertises continuent d'affirmer que le marché immobilier suisse est en train de former une bulle (dans certains secteurs).

Les taux d'intérêt bas pèsent sur les marges des banques et sur les résultats d'investissement des assurances, en particulier des assurances vie et des caisses de pen-

sions. Celles-ci investissent bien la moitié des fonds gérés dans des placements à taux fixe. Les garanties d'intérêts sur certains produits d'assurance vie pèsent ainsi sur la réussite commerciale et la valeur ajoutée. Les durées typiquement longues des placements à taux fixe figurent encore plus longtemps dans les comptes des assurances. Ainsi, les taux d'intérêt actuellement bas devraient peser à plus long terme sur la valeur ajoutée des assurances, même s'ils remontent petit à petit. La discipline des souscriptions dans les assurances est d'autant plus importante que les primes encaissées sur un marché suisse saturé ne présentent aucun potentiel de croissance notable. Pourtant, les assurances privées suisses ont réussi en 2013 à augmenter légèrement les primes encaissées.

**Fig. 6-2 Primes encaissées par les assurances privées**



## Banques

La restructuration continue du secteur bancaire, mue par la pression accrue de la concurrence et la numérisation ainsi que par la régulation, entraîne actuellement les coûts à la hausse et réduit les marges. L'évolution de la gestion de patrimoine internationale est freinée par le traitement du passé et les incertitudes relatives à l'accès futur au marché. Les commissions encaissées par les banques devraient peu évoluer.

Malgré la hausse du volant de capital et l'autorégulation accrue, le marché hypothécaire devrait continuer à soutenir l'évolution de la valeur ajoutée, quoique moins fortement que ces dernières années. De plus, l'investissement donne des impulsions positives grâce à l'évolution économique soutenue et à l'embellie conjoncturelle à partir de 2015. Les banques profiteront aussi de cette embellie via la hausse des actifs financiers et la progression prévisible de la demande de l'étranger. D'après le scénario de base de BAKBASEL, les cours de la bourse devraient eux aussi connaître une évolution positive.



**Tab. 6-1 Moteurs de développement des banques**

	Évolution actuelle
Commissions encaissées	→
Marge d'intérêts	→
Demande de crédit	→
Employés en équivalents temps plein	↓
Facteurs d'influence pour la suite de l'évolution	
Conjoncture générale	↗
Régulation	↓
Thématique transfrontalière	↓
Évolution des marges	↓
Gains d'efficacité	↗
Hausse des actifs financiers des particuliers	↑

Source: BAKBASEL

**Tab. 6-2 Moteurs de développement des assurances**

	Évolution actuelle
Actifs des particuliers	↗
Taux d'intérêts (emprunt)	↓
Employés en équivalents temps plein	↓
Facteurs d'influence pour la suite de l'évolution	
Conjoncture générale	↗
Taux d'intérêts (long terme)	↗
Évolution démographique et immigration	↗
Régulation accrue	↓

Source: BAKBASEL

**Assurances**

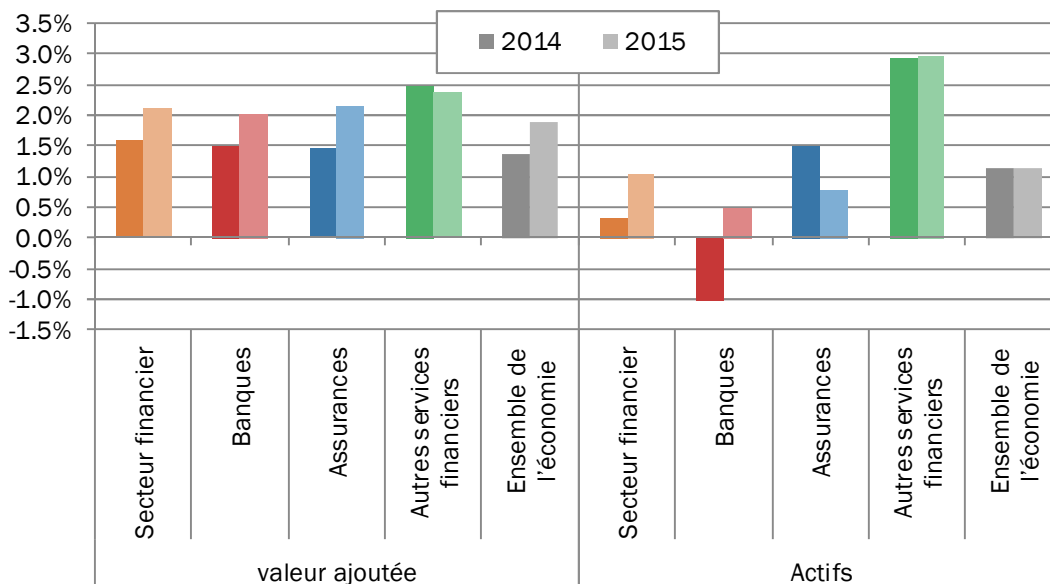
Les assurances profitent également de l'évolution soutenue de l'économie réelle et de l'accélération attendue l'année prochaine. Un revirement des taux d'intérêt ne devrait se produire qu'à moyen terme, d'où émerge une situation précaire pour les assurances. En revanche, la hausse continue des cours des actions devrait avoir une influence positive sur les résultats d'investissement des assurances.

Cette année, mais surtout l'année prochaine, l'évolution conjoncturelle attendue en Suisse devrait fournir des impulsions positives pour les assurances, en particulier dans le domaine des assurances dommages et accidents. Sur un marché suisse saturé, le potentiel de hausse des primes encaissées est cependant limité. L'activité globale de réassurance présente des prix en baisse à cause d'une concurrence accrue (notamment du fait des Cat-Bonds). Les réassureurs profitent toutefois de la hausse des besoins en réassurance des assureurs et de l'évolution des marchés de l'assurance dans les pays émergents.

Les perspectives des assurances vie et des caisses de pensions sont moins reluisantes, car leurs performances seront plutôt moyennes à court terme. Ces deux sous-branches sont les plus touchées par les taux d'intérêt durablement bas et les nouvelles réglementations.

## 6.2 Prévisions conjoncturelles 2014/2015

Fig. 6-3 Prévisions de valeur ajoutée et de nombre d'actifs dans le secteur financier



Croissance de la valeur ajoutée brute réelle en %; croissance de l'emploi en %, 2014-2015  
Source: BAKBASEL

En 2014, l'évolution conjoncturelle toujours soutenue en Suisse devrait offrir aux banques un taux de croissance (+1,5 %) équivalent à celui de l'ensemble de l'économie (+1,4 %). Pour 2015, BAKBASEL s'attend à une nouvelle accélération de la croissance de la valeur ajoutée des banques la montant à 2,0 %. Un mouvement de rattrapage dépassant clairement le potentiel de croissance à long terme (ce qui se produit souvent après les forts replis conjoncturels) est a priori exclu, car les exigences accrues des clients en matière de transparence, les nouvelles obligations réglementaires et la pression croissante de la concurrence ne laissent que peu de potentiel d'augmentation des marges. De plus, les investissements nécessaires à la restructuration et à l'industrialisation devraient à court terme peser plutôt négativement sur la valeur ajoutée.

Les restructurations dans le secteur ont également entraîné les suppressions de postes déjà évoquées au chapitre 3.2. BAKBASEL table sur une poursuite du recul en 2014 (-1,0 %). La reprise de la valeur ajoutée pourrait cependant faire remonter le nombre d'actifs dès 2015.

Dans l'ensemble, les assurances profitent de l'évolution conjoncturelle et devraient croître en 2014 au même rythme que l'ensemble de l'économie (+1,4 %). Pour 2015, BAKBASEL table sur une accélération de la croissance à 2,2 %. Le résultat exceptionnel des 2 dernières années, avec une évolution relativement favorable des dommages, ne pourra cependant pas être reproduit.

Ce sont les autres services financiers qui enregistreront les meilleures performances. Ils connaîtront une croissance de la valeur ajoutée de 2,5 % en 2014 et de 2,4 % en 2015.

## 6.3 Perspectives à l'horizon 2024

### Banques

Les mutations en cours dans le secteur bancaire, notamment l'industrialisation et la numérisation, devraient améliorer la productivité à long terme. À la tendance globalement positive du fait de la croissance générale de l'économie et des actifs suisses et de l'évolution dans les pays émergents viennent s'ajouter des gains d'efficacité qui donnent un coup de pouce supplémentaire à la croissance des banques. Dans ses prévisions de base, BAKBASEL compte que les principales incertitudes juridiques liées à la thématique transfrontalière seront levées d'ici 2020 et que la gestion de patrimoine internationale retrouvera une certaine stabilité. La stabilité économique, la monnaie forte et le personnel hautement qualifié de la Suisse continueront à rendre la gestion de patrimoine suisse attractive, ce qui permettra à la place financière suisse de maintenir sa position dans la concurrence internationale.

Selon toutes probabilités, les taux de croissance ne devraient toutefois pas atteindre les niveaux d'avant la crise et des années 1990. Sur l'ensemble de la période 2014-2024, les taux de croissance devraient évoluer légèrement plus rapidement dans le secteur bancaire, avec 2,0 % par an en moyenne, que dans l'ensemble de l'économie (+1,8 % p.a.). Les bouleversements actuels dans les banques entraînent une transformation du secteur. Les gains d'efficacité et de productivité brideront la croissance future du nombre d'actifs. Pour la période 2014-2024, BAKBASEL table sur une augmentation du nombre d'actifs dans les banques de 0,6 % par an en moyenne, équivalente à celle de l'ensemble de l'économie (+0,7 % p.a.). L'augmentation moyenne des effectifs assortie d'une croissance de la valeur ajoutée supérieure à la moyenne reflète les gains de productivité. La productivité au travail devrait croître de 1,4 % par an, alors que celle de l'ensemble de l'économie augmentera de 1,1 %.

Un risque prévisionnel suppose le traitement statistique de la transformation du secteur bancaire. Il est encore difficile de dire si la percée la chaîne de valeur ajoutée dans le secteur bancaire est aussi liée à des décalages dans d'autres branches. Les activités, et donc la valeur ajoutée et les actifs attribués aux banques, pourraient à l'avenir être imputés à d'autres secteurs, par exemple aux autres services financiers ou aux technologies de l'information. La valeur ajoutée directe et le nombre d'actifs direct s'en verraient diminués. En revanche, l'interdépendance augmenterait et les effets indirects sur la valeur ajoutée et l'emploi progresseraient.

### Assurances

L'évolution légèrement supérieure à la moyenne des assurances à moyen et long terme repose sur plusieurs tendances. L'évolution démographique positive à long terme élargit le marché domestique sinon assez saturé du secteur des assurances. La dynamique haussière de l'ensemble de l'économie fait croître les revenus et les actifs des acteurs privés. Ainsi, la demande en matière d'assurances progresse sur le long terme. Ce sont surtout les assurances accidents/dommages et les caisses-maladie qui en profitent.

Des opportunités de croissance s'ouvrent aux assurances vie du fait de la mutation démographique et des incertitudes relatives au financement de la prévoyance publique ou à l'espérance de vie. La réassurance devrait continuer à profiter de l'évolu-

tion positive des pays émergents et de la reprise du reste de l'économie mondiale. Au total, BAKBASEL prévoit pour la période 2014-2024 une croissance annuelle moyenne de 2,1 % pour les assurances. Ainsi, les assurances progressent à long terme légèrement mieux que l'ensemble de l'économie.

Conformément à l'évolution historique, BAKBASEL ne prévoit que peu de changements dans le nombre d'actifs des assurances. Avec un taux de croissance moyen de 0,1 % par an, cette évolution est proche de la stagnation. Ainsi, les assurances aussi devraient connaître des gains de productivité. On en trouve un vivier dans la numérisation des processus (par exemple dans l'élaboration et le traitement des offres).

**Tab. 6-3 Tendances du secteur financier**

		2014	2015	2016-2019	2019-2024
Valeur ajoutée	Secteur financier	1.6%	2.1%	2.1%	2.0%
	Banques	1.5%	2.0%	2.0%	1.9%
	Assurances	1.4%	2.2%	2.1%	2.0%
	Autres services financiers	2.5%	2.4%	2.8%	2.6%
	Ensemble de l'économie	1.4%	1.9%	1.7%	1.7%
Actifs	Secteur financier	0.3%	1.0%	0.6%	0.5%
	Banques	-1.0%	0.5%	0.6%	0.5%
	Assurances	1.5%	0.8%	0.1%	-0.1%
	Autres services financiers	2.9%	3.0%	1.2%	1.1%
	Ensemble de l'économie	1.1%	1.1%	0.7%	0.5%

Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute réelle et des actifs en %  
Source: BAKBASEL

## 6.4 Risques prévisionnels

Les incertitudes avec risques prévisionnels négatifs pour l'économie suisse et le secteur financier sont récemment reparties à la hausse. Outre les conflits politiques (Ukraine, monde arabe), les conséquences de la crise financière et économique se font encore ressentir. La zone euro, en particulier, se trouve toujours dans une situation critique, avec des problèmes structurels non résolus. Plus longtemps l'on administre le remède d'une politique monétaire expansive, plus grand devient le risque d'effets secondaires et d'accoutumance. Ceci ne vaut pas que pour la zone euro, mais aussi pour les États-Unis et le Royaume-Uni, où le remède n'a pas encore été abandonné malgré l'embellie économique.

Dans cette situation déjà bien confuse, la Suisse est confrontée à des facteurs de risque spécifiques supplémentaires. Les initiatives politiques telles que l'initiative contre l'immigration de masse, la situation tendue sur le marché de l'immobilier et les conséquences encore à peine perceptibles de la régulation accrue et des nouvelles lois en matière fiscale augmentent les incertitudes et les risques prévisionnels négatifs pour le secteur financier suisse.

## 7 Résumé

### **Fonction infrastructurelle du secteur financier**

Le système financier, composé des marchés financiers et des intermédiaires financiers, est une condition préalable essentielle au fonctionnement effectif et efficace des activités économiques. Les intermédiaires financiers fournissent des capitaux à la société et à l'économie et assument des risques. Ces deux fonctions rendent possibles le développement économique et les investissements qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés. De plus, les intermédiaires financiers assument des fonctions dont une économie moderne ne saurait guère se passer. Il s'agit par exemple du traitement des paiements ou de l'accumulation de capitaux ainsi que de la garantie de la sécurité (de planification).

### **Importance économique**

Outre ces fonctions générales du système financier, le secteur financier assure une part non négligeable des performances économiques de la Suisse et contribue donc largement à sa prospérité. En 2013, le secteur financier suisse a produit 64 milliards de CHF de valeur ajoutée brute et employait 246 000 personnes (actifs). Outre les banques, typiquement fortement représentées, les assurances et les autres services financiers jouent également un rôle important dans le secteur financier suisse en lui offrant une bonne diversification en comparaison internationale.

Cependant, la grande importance économique du secteur financier ne se manifeste pas que dans la valeur ajoutée directe et dans l'emploi. L'importance économique effective du secteur financier est sous-estimée du fait d'une telle approche partielle. Car d'une part, la consommation intermédiaire suscite d'autres effets indirects sur la valeur ajoutée dans d'autres secteurs. D'autre part, les revenus supérieurs à la moyenne dans le secteur financier bénéficient également à l'économie suisse sous la forme de dépenses de consommation privée des employés d'autres branches (surtout orientées vers le marché domestique).

Une analyse d'impact macroéconomique montre l'importance effective du secteur financier pour l'économie suisse. Elle conclut que l'activité économique du secteur financier est liée à une valeur ajoutée totale de 86 milliards de CHF. Cela correspond à 15 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, ainsi qu'à 10 % des postes de travail (491 000 actifs).

### **Évolution sur les 20 dernières années**

Sur la période 1993-2013, le secteur financier a progressé nettement plus vite que l'ensemble de l'économie. En 2013, alors que l'ensemble de l'économie est en hausse d'environ 40 % sur 20 ans, le secteur financier a quant à lui progressé de 60 %. Cette évolution repose en grande partie sur le secteur des assurances, dont la valeur ajoutée a presque doublé au cours de 20 dernières années. Il le doit à la conjoncture spéciale jusqu'au tournant du millénaire, au démantèlement des cartels d'assurance et au concept de bancassurance. Mais les banques aussi ont largement

contribué à la croissance du secteur financier. Le repli de la valeur ajoutée entre 2007 et 2009 a toutefois fortement freiné les banques dans leur expansion. À ce jour, la valeur ajoutée des banques ne s'est pas encore complètement remise de la crise. La reprise est ralentie par les restructurations et l'industrialisation du secteur bancaire. Quelques-unes des causes en sont les marges en baisse, la numérisation et la mise en œuvre de nouvelles régulations.

Au cours des 20 dernières années, le nombre d'actifs dans le secteur financier a évolué légèrement moins vite que dans l'ensemble de l'économie. En 2013, le nombre d'actifs du secteur financier a reculé pour la première fois depuis 2004, du fait de suppressions de postes substantielles dans le secteur bancaire. Le repli de la valeur ajoutée depuis la dernière crise et le nombre d'actifs dans les banques, en hausse jusqu'en 2012, a fortement détérioré la productivité horaire du secteur. En 2007, à 154 CHF/heure, elle était encore 24 % plus élevée qu'aujourd'hui. Cependant, la productivité horaire est restée nettement supérieures à la moyenne de l'ensemble de l'économie. La transformation en cours du secteur recèle un certain potentiel pour relancer la productivité en baisse. Globalement, la productivité et les salaires restent très élevés dans les banques et le secteur financier, et supérieurs à la moyenne de l'ensemble de l'économie.

### **Évolution sur les 10 prochaines années**

La conjoncture actuelle du secteur financier suscite des attentes positives en matière de croissance. Toutes les branches du secteur financier profitent de l'embellie conjoncturelle de l'ensemble de l'économie via une demande à la hausse, en particulier dans le financement du crédit et de l'hypothèque, la gestion de patrimoine et la protection des avoirs. De plus, les activités devraient également augmenter sur les marchés financiers et les cours continuer à monter. Dans l'ensemble, on peut s'attendre à une expansion au même rythme que l'ensemble de l'économie.

Cependant, les différentes branches du secteur financier évoluent de façon très disparate. La réorganisation des banques continue à freiner l'évolution de la valeur ajoutée et du nombre d'actifs. À plus long terme, les banques récolteront les fruits de la restructuration, enregistrant une croissance potentielle plus dynamique que l'ensemble de l'économie. Les assurances devraient à court terme recevoir leurs principales impulsions de croissance des assurances non-vie et de la réassurance, alors que les assurances vie et les caisses de pensions souffriront le plus des taux d'intérêt bas. À long terme, les assurances vie devraient elles aussi voir d'ouvrir un nouveau potentiel de croissance, par exemple dans la couverture des risques liés au grand âge.

Les risques prévisionnels négatifs supposent diverses incertitudes liées aux conflits politiques, à la tendance à plus de régulation et de prescriptions et au foisonnement des initiatives suisses susceptibles de nuire à l'économie suisse ou de la mettre en danger. La sécurité juridique était jusqu'à présent un facteur décisif pour l'attractivité de l'espace économique suisse et le secteur financier. Si les conditions cadres se détérioraient fortement à cet égard, le secteur financier et sa valeur ajoutée pourraient en être affectés.





## 8 Annexe

**Tab. 8-1 Structure du secteur financier**

	Valeur ajoutée	Part dans le secteur financier	Part dans l'ensemble de l'économie	Actifs	Part dans le secteur financier	Part dans l'ensemble de l'économie
Secteur financier	63'500	100%	11.1%	246	100%	5.1%
Banques	29'220	46%	5.2%	142	58%	2.9%
Assurances	25'492	40%	4.4%	58	23%	1.2%
Autres services financiers	8'788	14%	1.5%	47	19%	1.0%
<i>dont services proches des banques</i>	5'955	9%	1.0%	24	10%	0.5%
<i>dont services proches des assurances</i>	2'833	4%	0.5%	23	9%	0.5%

Valeur ajoutée en 1 000 CHF, nombre d'actifs en 1 000 personnes, parts dans le secteur financier en %, 2013  
Source: BAKBASEL

**Tab. 8-2 Structure des banques**

	Part
Banque nationale suisse	0.6%
Établissements à statut particulier	0.5%
Banques cantonales	14.1%
Grandes banques	31.4%
Banques régionales et caisses d'épargne	3.3%
Banques Raiffeisen	6.7%
Banques commerciales	0.0%
Établissements spécialisés dans les opérations boursières	7.3%
Banques en mains étrangères	15.8%
Succursales de banques étrangères	1.2%
Banquiers privés	3.8%
Autres banques	3.3%
Autres intermédiations monétaires n.c.a.	2.4%
Activités des sociétés holding financières	0.1%
Activités des autres sociétés de holding	1.6%
Fonds de placement et entités financières similaires	0.4%
Crédit-bail	0.8%
Établissements spécialisés dans le prêt personnel	0.0%
Octroi d'autres crédits	1.0%
Sociétés d'investissement	5.2%
Activités de trésorerie au sein d'un groupe	0.3%
Autres établissements financiers n.c.a.	0.3%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Banques» en %, 2011  
Sur fond gris: établissements de crédit  
Source: OFS

**Tab. 8-3 Structure des assurances**

	<b>Part</b>
Assurances vie	7.2%
Assurance-accidents (SUVA)	6.4%
Assurances contre les accidents et les dommages	39.3%
Caisses maladie	29.8%
Autres assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)	2.3%
Réassurance	8.7%
Caisses de pensions	6.4%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Assurances» en %, 2011  
Sur fond gris: assurances privées  
Source: OFS

**Tab. 8-4 Structure des autres services financiers**

	<b>Part</b>
Services financiers proches des banques	50.5%
<i>Administration de marchés financiers</i>	1.6%
<i>Courtage de valeurs mobilières et de marchandises</i>	4.1%
<i>Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite</i>	18.4%
<i>Direction de fonds</i>	1.7%
<i>Gestion de fonds</i>	24.6%
Services financiers proches des assurances	49.5%
<i>Évaluation des risques et dommages</i>	1.2%
<i>Activités des agents et courtiers d'assurances</i>	35.7%
<i>Caisses de compensation</i>	9.1%
<i>Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite</i>	3.5%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Autres services financiers» en %, 2011  
Source: OFS

Depuis plus de 30 ans, l'institut de recherche économique indépendant [BAKBASEL](#) allie l'analyse empirique scientifiquement fondée et sa mise en œuvre pratique.

[www.bakbasel.com](http://www.bakbasel.com)